



CESC

Conseil économique, social et culturel de la Polynésie
française
Apooraa Matutu Ti'a Rau e Mata U'i no Polinesia farani

- AVIS -

**Sur un projet de loi organique relatif à
l'amélioration du fonctionnement des institutions en Polynésie française**

SAISINE DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Rapporteurs :

Madame Terainui HAMBLIN-ELLACOTT
et Monsieur Hanny TEHAAMATAI
(en remplacement de Monsieur Tony ADAMS empêché)

Adopté en commission le **12 avril 2011**
Et en assemblée plénière le **14 avril 2011**

99/2011

S A I S I N E



Le Président

N° 1758 / PR

Papeete, le 25 MAR. 2011

CESC Courrier Arrivé

28/3/11

N° 140

Copie

Réponse

Info

obs.

à

Madame la Présidente du Conseil économique, social et culturel

Objet : Consultation du Conseil économique, social et culture de la Polynésie française sur le projet de loi organique relatif à l'amélioration du fonctionnement des institutions en Polynésie française.

Madame la Présidente,

Les services du Haut-commissariat m'ont récemment transmis le projet de loi organique relatif à l'amélioration du fonctionnement des institutions de la Polynésie française, soumis à l'avis de l'Assemblée de la Polynésie française, en application de l'article 9 de la loi statutaire.

J'ai l'honneur de vous transmettre ce document en vous demandant de bien vouloir le soumettre à la décision et à l'avis du conseil que vous présidez et de m'en informer.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'expression de mes respectueux hommages.



Pour le Président absent
Le Vice-Président

Teariti ALPHA

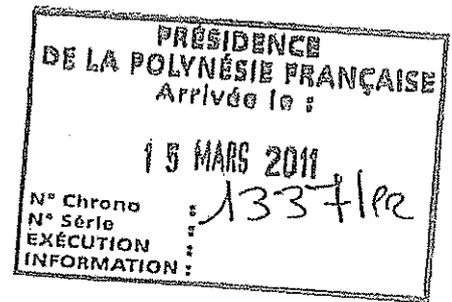
Gaston TONG SANG,





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE



Direction de la réglementation
et du contrôle de la légalité
Pôle juridique de l'Etat
mariella.marcel@polynesie-francaise.pref.gouv.fr
n° HC/315 DRCL/PJE/MM

Papeete, le 15 MARS 2011

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française
à
Monsieur le Président de l'assemblée de la Polynésie française

OBJET : Consultation de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet de loi organique.
REF. : - Article 9 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée.
- Lettre des services du Premier Ministre (Secrétariat général du gouvernement)
du 15 mars 2011.
P.J. : Trois.

Les services du Premier Ministre viennent de me transmettre un projet de loi organique relatif à l'amélioration du fonctionnement des institutions de la Polynésie française ainsi que l'exposé des motifs et le tableau de concordance dont vous trouverez ci-joint copie.

En application de l'article 9 de la loi statutaire, je vous remercie de bien vouloir soumettre ce texte à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française et de me faire part de sa position dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent courrier.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire sur ce dossier.

Pour le Haut-Commissaire
par délégation
Le Secrétaire Général
du Haut-Commissariat

Alexandre ROCHATTE

Loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

Version en vigueur	Projet de loi organique
<p align="center">DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE</p> <p align="center">Article 104</p> <p>L'assemblée de la Polynésie française est composée de cinquante-sept membres élus pour cinq ans et rééligibles. Elle se renouvelle intégralement.</p> <p>Les pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française expirent lors de la première réunion de l'assemblée nouvellement élue en application des dispositions du premier alinéa du I de l'article 107. Cette disposition n'est pas applicable en cas de dissolution.</p> <p>La Polynésie française est divisée en circonscriptions électorales. Chaque circonscription dispose d'un minimum de représentation. Ce minimum est fixé à trois sièges. Les sièges sont répartis de la manière suivante dans les circonscriptions ci-après désignées :</p> <p>1° La circonscription des îles du Vent comprend les communes de : Bora-Bora, Arue, Faaa, Hitiaa O Te Ra, Mahina, Moorea-Maiao, Paea, Papara, Papeete, Pirae, Punaauia, Tairarapu-Est, Tairarapu-Ouest et Teva I Uta. Elle élit trente-sept représentants ;</p> <p>2° La circonscription des îles Sous-le-Vent comprend les communes de : Bora-Bora, Huahine, Maupiti, Tahaa, Taputapuatea, Tumaraa et Uturoa. Elle élit huit représentants ;</p> <p>3° La circonscription des îles Tuamotu de l'Ouest comprend les communes de : Arutua, Fakarava, Manihi, Rangiroa et Takarua. Elle élit trois représentants ;</p> <p>4° La circonscription des îles Gambier et Tuamotu de l'Est comprend les communes de : Anaa, Fangatau, Gambier, Hao, Hikueru, Makemo, Napuka, Nukunavake, Pukapuka, Reao, Tatakoto et Tureia. Elle élit trois représentants ;</p> <p>5° La circonscription des îles Marquises comprend les communes de : Fatu-Hiva, Hiva-Oa, Nuku-Hiva, Tahuata, Ua-Huka et Ua-Pou. Elle élit trois représentants ;</p> <p>6° La circonscription des îles Australes comprend les communes de : Raivavae, Rapa, Rimatara, Rurutu et Tubuai. Elle élit trois représentants.</p> <p>Les limites des communes auxquelles se réfèrent les dispositions précédentes sont celles qui résultent des dispositions en vigueur à la date de promulgation de la</p>	<p align="center">Article 104</p> <p>L'assemblée de la Polynésie française est composée de cinquante-sept membres élus pour cinq ans et rééligibles. Elle se renouvelle intégralement.</p> <p>Les pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française expirent lors de la première réunion de l'assemblée nouvellement élue en application des dispositions du premier alinéa du I de l'article 107. Cette disposition n'est pas applicable en cas de dissolution.</p> <p>La Polynésie française est divisée en circonscriptions électorales. Chaque circonscription dispose d'un minimum de représentation. Ce minimum est fixé à trois sièges. Les sièges sont répartis de la manière suivante dans les circonscriptions ci-après désignées :</p> <p>« 1° La circonscription des îles de la Société, qui élit quarante-cinq représentants, comprend quatre sections électorales ainsi composées :</p> <p>« La première section des îles du Vent est constituée des communes de : Arue, Moorea-Maiao, Papeete et Pirae. Treize sièges sont attribués à cette section ;</p> <p>« La deuxième section des îles du Vent est constituée des communes de : Hitiaa O Te Ra, Mahina, Paea, Papara, Tairarapu-Est, Tairarapu-Ouest et Teva I Uta. Treize sièges sont attribués à cette section ;</p> <p>« La troisième section des îles du Vent est constituée des communes de : Faa'a et Punaauia. Onze sièges sont attribués à cette section ;</p> <p>« La section des îles-sous-le-Vent est constituée des communes de Bora-Bora, Huahine, Maupiti, Tahaa, Taputapuatea, Tumaraa et Uturoa. Huit sièges sont attribués à cette section :</p> <p>« 2° La circonscription des îles Tuamotu de l'Ouest comprend les communes de : Arutua, Fakarava, Manihi, Rangiroa et Takarua. Elle élit trois représentants ;</p> <p>« 3° La circonscription des îles Gambier et Tuamotu de l'Est comprend les communes de : Anaa, Fangatau, Gambier, Hao, Hikueru, Makemo, Napuka, Nukunavake, Pukapuka, Reao, Tatakoto et Tureia. Elle élit trois représentants ;</p> <p>« 4° La circonscription des îles Marquises comprend les communes de : Fatu-Hiva.</p>

<p>présente loi organique.</p>	<p>Hiva-Oa, Nuku-Hiva, Tahuaia, Ua-Huka et Ua-Pou. Elle élit trois représentants : « 5° La circonscription des Iles Australes comprend les communes de : Raivavae, Rapa, Rimatarā, Rurutu et Tubuai. Elle élit trois représentants. Les limites des communes auxquelles se réfèrent les dispositions précédentes sont celles qui résultent des dispositions en vigueur à la date de promulgation de la présente loi organique.</p>
<p>Article 105</p> <p>I. - L'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française a lieu, dans chacune des circonscriptions mentionnées à l'article 104, au scrutin de liste à deux tours sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Dans la circonscription des Iles de la Société, chaque liste est constituée de quatre sections.</p> <p>II - Au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la majorité absolue des suffrages :</p> <p>« 1° Dans la circonscription des Iles de la Société, quatre sièges dans la première section des Iles du Vent, cinq sièges dans la deuxième section des Iles du Vent, trois sièges dans la troisième section des Iles du Vent et trois sièges dans la section des Iles-sous-le-Vent ;</p> <p>« 2° Dans les autres circonscriptions, un nombre de sièges égal au tiers du nombre de sièges à pourvoir arrondi à l'entier supérieur.</p> <p>« Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre les listes qui ont obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.</p> <p>« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans la circonscription. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.</p> <p>« III - Si aucune liste n'a recueilli au premier tour la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un second tour le deuxième dimanche qui suit le premier tour. Seules peuvent se présenter au second tour les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % des électeurs inscrits ; si une seule liste obtient ce nombre de suffrages, la liste arrivée en deuxième au premier tour peut se présenter</p>	<p>Article 105</p> <p>I. - L'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française a lieu, dans chacune des circonscriptions définies à l'article 104, au scrutin de liste à un ou deux tours sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.</p> <p>II. - Si une liste a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour de scrutin, les sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre les listes qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.</p> <p>Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans l'ensemble de la circonscription. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.</p> <p>Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation.</p> <p>III. - Si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, il est procédé à un second tour, le deuxième dimanche qui suit le premier tour.</p> <p>Seules peuvent se présenter au second tour les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % des suffrages exprimés ; si une seule liste obtient ce nombre de suffrages, la liste arrivée en deuxième au premier tour peut se présenter au second tour ; si aucune liste n'obtient un tel nombre de suffrages, peuvent se présenter au second tour les deux listes arrivées en tête au premier tour.</p> <p>Ces listes peuvent être modifiées dans leur composition pour comprendre des candidats ayant figuré au premier tour sur d'autres listes, sous réserve que celles-ci ne</p>
<p>Article 105</p> <p>I. - L'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française a lieu, dans chacune des circonscriptions mentionnées à l'article 104, au scrutin de liste à deux tours sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Dans la circonscription des Iles de la Société, chaque liste est constituée de quatre sections.</p> <p>II - Au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la majorité absolue des suffrages :</p> <p>« 1° Dans la circonscription des Iles de la Société, quatre sièges dans la première section des Iles du Vent, cinq sièges dans la deuxième section des Iles du Vent, trois sièges dans la troisième section des Iles du Vent et trois sièges dans la section des Iles-sous-le-Vent ;</p> <p>« 2° Dans les autres circonscriptions, un nombre de sièges égal au tiers du nombre de sièges à pourvoir arrondi à l'entier supérieur.</p> <p>« Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre les listes qui ont obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.</p> <p>« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans la circonscription. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.</p> <p>« III - Si aucune liste n'a recueilli au premier tour la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un second tour le deuxième dimanche qui suit le premier tour. Seules peuvent se présenter au second tour les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % des électeurs inscrits ; si une seule liste obtient ce nombre de suffrages, la liste arrivée en deuxième au premier tour peut se présenter</p>	<p>Article 105</p> <p>I. - L'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française a lieu, dans chacune des circonscriptions définies à l'article 104, au scrutin de liste à un ou deux tours sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.</p> <p>II. - Si une liste a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour de scrutin, les sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre les listes qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.</p> <p>Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans l'ensemble de la circonscription. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.</p> <p>Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation.</p> <p>III. - Si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, il est procédé à un second tour, le deuxième dimanche qui suit le premier tour.</p> <p>Seules peuvent se présenter au second tour les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % des suffrages exprimés ; si une seule liste obtient ce nombre de suffrages, la liste arrivée en deuxième au premier tour peut se présenter au second tour ; si aucune liste n'obtient un tel nombre de suffrages, peuvent se présenter au second tour les deux listes arrivées en tête au premier tour.</p> <p>Ces listes peuvent être modifiées dans leur composition pour comprendre des candidats ayant figuré au premier tour sur d'autres listes, sous réserve que celles-ci ne</p>

se présentent pas au second tour et qu'elles aient obtenu au premier tour au moins 5 % des suffrages exprimés. En cas de modification de la composition d'une liste, l'ordre de présentation des candidats peut également être modifié.

Les candidats ayant figuré sur une même liste au premier tour ne peuvent figurer au second tour que sur une même liste. Le choix de la liste sur laquelle ils sont candidats au second tour est notifié aux services du haut-commissaire par le candidat placé en tête de la liste sur laquelle ils figuraient au premier tour.

Les sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre les listes qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au second tour.

Sont applicables à cette répartition les deuxième et troisième alinéas du II.

au second tour : si aucune liste n'obtient un tel nombre de suffrages, peuvent se présenter au second tour les deux listes arrivées en tête au premier tour.

« Ces listes peuvent être modifiées dans leur composition pour comprendre des candidats ayant figuré au premier tour sur d'autres listes, sous réserve que celles-ci ne se présentent pas au second tour et qu'elles aient obtenu au premier tour au moins 5 % des suffrages exprimés. En cas de modification de la composition d'une liste, l'ordre de présentation des candidats peut également être modifié.

« Les candidats ayant figuré sur une même liste au premier tour ne peuvent figurer au second tour que sur une même liste. Le choix de la liste sur laquelle ils sont candidats au second tour est notifié aux services du haut-commissaire par le candidat placé en tête de la liste sur laquelle ils figuraient au premier tour.

« Il est attribué à la liste qui a recueilli le plus de suffrages le nombre de sièges mentionné, selon la circonscription, au 1^o ou au 2^o du II. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre toutes les listes qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans l'ensemble de la circonscription. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élus.

« IV - Dans la circonscription des Iles de la Société, les sièges autres que ceux mentionnés au 1^o du II, sont répartis entre sections, dans l'ordre décroissant et au prorata des voix obtenues par chacune des listes dans chaque section. En cas d'égalité des suffrages, la liste dont la moyenne d'âge est la plus élevée est placée en tête dans l'ordre de répartition des sièges.

« V - Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation de chaque liste et, pour la circonscription des Iles de la Société, dans l'ordre de présentation de chaque liste dans chaque section.

<p style="text-align: center;">Article 106</p> <p>Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.</p> <p>Chaque liste comporte un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir, dans la limite de dix.</p> <p>Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste.</p>	<p style="text-align: center;">Article 106</p> <p>Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.</p> <p>« Chaque liste comporte un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir, augmenté :</p> <p>« 1° Dans la circonscription des Iles de la Société, de quatre pour chaque section des Iles du Vent et de trois pour la section des Iles-sous-le-Vent ;</p> <p>« 2° Dans les autres circonscriptions, de trois. »</p> <p>Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste.</p>
<p style="text-align: center;">Article 107</p> <p>I. - Les élections pour le renouvellement intégral de l'assemblée de la Polynésie française sont organisées dans les deux mois qui précèdent l'expiration du mandat des membres sortants.</p> <p>Elles sont organisées dans les trois mois qui suivent l'annulation globale des opérations électorales, la démission de tous les membres de l'assemblée ou la dissolution de l'assemblée. Ce délai commence à courir soit à compter de la lecture de l'arrêt du Conseil d'Etat, soit à compter de la réception des démissions par le président de l'assemblée, soit à compter de la publication au Journal officiel de la République française du décret de dissolution.</p> <p>Les électeurs sont convoqués par décret. Le décret est publié au Journal officiel de la Polynésie française quatre semaines au moins avant la date du scrutin.</p> <p>L'annulation des opérations électorales dans une circonscription entraîne l'organisation d'une nouvelle élection dans cette circonscription dans les trois mois suivant la lecture de l'arrêt du Conseil d'Etat. Les électeurs sont convoqués selon les modalités fixées au troisième alinéa. Le mandat des nouveaux membres expire en même temps que celui des autres membres de l'assemblée de la Polynésie française.</p> <p>II. - Lorsqu'un siège de représentant à l'assemblée de la Polynésie française devient</p>	<p style="text-align: center;">Article 107</p> <p>I. - Les élections pour le renouvellement intégral de l'assemblée de la Polynésie française sont organisées dans les deux mois qui précèdent l'expiration du mandat des membres sortants.</p> <p>Elles sont organisées dans les trois mois qui suivent l'annulation globale des opérations électorales, la démission de tous les membres de l'assemblée ou la dissolution de l'assemblée. Ce délai commence à courir soit à compter de la lecture de l'arrêt du Conseil d'Etat, soit à compter de la réception des démissions par le président de l'assemblée, soit à compter de la publication au Journal officiel de la République française du décret de dissolution.</p> <p>Les électeurs sont convoqués par décret. Le décret est publié au Journal officiel de la Polynésie française quatre semaines au moins avant la date du scrutin.</p> <p>L'annulation des opérations électorales dans une circonscription entraîne l'organisation d'une nouvelle élection dans cette circonscription dans les trois mois suivant la lecture de l'arrêt du Conseil d'Etat. Les électeurs sont convoqués selon les modalités fixées au troisième alinéa. Le mandat des nouveaux membres expire en même temps que celui des autres membres de l'assemblée de la Polynésie française.</p> <p>II. - Lorsqu'un siège de représentant à l'assemblée de la Polynésie française devient</p>

<p>vacant pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat venant immédiatement après le dernier élu sur la liste dont le membre sortant est issu.</p> <p>Lorsque l'application de cette règle ne permet pas de combler une vacance, il est procédé dans les trois mois à une élection partielle.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur un seul siège, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La déclaration de candidature comporte l'indication de la personne appelée à remplacer le candidat élu en cas de vacance du siège. Celle-ci doit remplir les conditions d'éligibilité exigées des candidats. Nul ne peut figurer en qualité de remplaçant sur plusieurs déclarations de candidature. Nul ne peut être à la fois candidat et remplaçant d'un autre candidat.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur deux sièges, l'élection a lieu :</p> <p>« 1° Dans la circonscription des Iles de la Société, au scrutin de liste majoritaire à deux tours, avec dépôt de listes comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, augmentés de un sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation ;</p> <p>« 2° Dans les autres circonscriptions, dans les conditions fixées à l'article 105. »</p>	<p>vacant pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat venant immédiatement après le dernier élu sur la liste dont le membre sortant est issu.</p> <p>Lorsque l'application de cette règle ne permet pas de combler une vacance, il est procédé dans les trois mois à une élection partielle.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur un seul siège, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La déclaration de candidature comporte l'indication de la personne appelée à remplacer le candidat élu en cas de vacance du siège. Celle-ci doit remplir les conditions d'éligibilité exigées des candidats. Nul ne peut figurer en qualité de remplaçant sur plusieurs déclarations de candidature. Nul ne peut être à la fois candidat et remplaçant d'un autre candidat.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur deux sièges, l'élection a lieu au scrutin de liste majoritaire à deux tours, avec dépôt de listes comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, augmentés de un sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.</p> <p>Dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du présent II, est élu au premier tour le candidat ou la liste qui a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés. Au second tour de scrutin, est élu le candidat ou la liste qui a obtenu le plus de voix. Seuls peuvent se présenter au second tour les candidats ou listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % du total des suffrages exprimés ; si un seul candidat ou une seule liste obtient ce nombre de suffrages, le candidat ou la liste arrivé en deuxième au premier tour peut se présenter au second tour ; si aucun candidat ou aucune liste n'obtient un tel nombre de suffrages, les deux candidats ou listes arrivés en tête au premier tour peuvent se maintenir au second tour.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur trois sièges ou plus, l'élection a lieu dans les conditions fixées à l'article 105.</p> <p>Les nouveaux représentants sont élus pour la durée du mandat restant à courir.</p>
<p>Lorsque l'application de cette règle ne permet pas de combler une vacance, il est procédé dans les trois mois à une élection partielle.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur un seul siège, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La déclaration de candidature comporte l'indication de la personne appelée à remplacer le candidat élu en cas de vacance du siège. Celle-ci doit remplir les conditions d'éligibilité exigées des candidats. Nul ne peut figurer en qualité de remplaçant sur plusieurs déclarations de candidature. Nul ne peut être à la fois candidat et remplaçant d'un autre candidat.</p> <p>« Lorsque la vacance porte sur deux sièges, l'élection a lieu :</p> <p>« 1° Dans la circonscription des Iles de la Société, au scrutin de liste majoritaire à deux tours, avec dépôt de listes comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, augmentés de un sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation ;</p> <p>« 2° Dans les autres circonscriptions, dans les conditions fixées à l'article 105. »</p> <p>Dans les cas prévus aux troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas du présent II, est élu au premier tour le candidat ou la liste qui a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés. Au second tour de scrutin, est élu le candidat ou la liste qui a obtenu le plus de voix. Seuls peuvent se présenter au second tour les candidats ou listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % du total des électeurs inscrits ; si un seul candidat ou une seule liste obtient ce nombre de suffrages, le candidat ou la liste arrivé en deuxième au premier tour peut se présenter au second tour ; si aucun candidat ou aucune liste n'obtient un tel nombre de suffrages, les deux candidats ou listes arrivés en tête au premier tour peuvent se maintenir au second tour.</p> <p>« Lorsque la vacance porte sur trois sièges ou plus, l'élection a lieu dans les conditions fixées à l'article 105. Toutefois, les dispositions relatives aux sections dans la circonscription des Iles de la Société et à l'attribution de sièges prévue au 1° et au 2° du II de cet article ne sont pas applicables. »</p> <p>Les nouveaux représentants sont élus pour la durée du mandat restant à courir.</p>	<p>vacant pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat venant immédiatement après le dernier élu sur la liste dont le membre sortant est issu.</p> <p>Lorsque l'application de cette règle ne permet pas de combler une vacance, il est procédé dans les trois mois à une élection partielle.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur un seul siège, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La déclaration de candidature comporte l'indication de la personne appelée à remplacer le candidat élu en cas de vacance du siège. Celle-ci doit remplir les conditions d'éligibilité exigées des candidats. Nul ne peut figurer en qualité de remplaçant sur plusieurs déclarations de candidature. Nul ne peut être à la fois candidat et remplaçant d'un autre candidat.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur deux sièges, l'élection a lieu :</p> <p>« 1° Dans la circonscription des Iles de la Société, au scrutin de liste majoritaire à deux tours, avec dépôt de listes comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, augmentés de un sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation ;</p> <p>« 2° Dans les autres circonscriptions, dans les conditions fixées à l'article 105. »</p> <p>Dans les cas prévus aux troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas du présent II, est élu au premier tour le candidat ou la liste qui a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés. Au second tour de scrutin, est élu le candidat ou la liste qui a obtenu le plus de voix. Seuls peuvent se présenter au second tour les candidats ou listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % du total des suffrages exprimés ; si un seul candidat ou une seule liste obtient ce nombre de suffrages, le candidat ou la liste arrivé en deuxième au premier tour peut se présenter au second tour ; si aucun candidat ou aucune liste n'obtient un tel nombre de suffrages, les deux candidats ou listes arrivés en tête au premier tour peuvent se maintenir au second tour.</p> <p>Lorsque la vacance porte sur trois sièges ou plus, l'élection a lieu dans les conditions fixées à l'article 105.</p> <p>Les nouveaux représentants sont élus pour la durée du mandat restant à courir.</p>

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANCAISE	
<p data-bbox="375 604 406 728" style="text-align: center;">Article 73</p> <p data-bbox="422 224 614 1097">Dans le délai de cinq jours suivant son élection, le président de la Polynésie française notifie au haut-commissaire et au président de l'Assemblée de la Polynésie française l'arrêté par lequel il nomme un vice-président, chargé d'assurer son intérim en cas d'absence ou d'empêchement, et les ministres, avec indication pour chacun d'eux des fonctions dont ils sont chargés. Cet arrêté est immédiatement porté à la connaissance des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française par son président.</p> <p data-bbox="638 571 670 1097">Le gouvernement comprend au plus sept ministres.</p> <p data-bbox="694 224 782 1097">A défaut de la notification prévue au premier alinéa dans le délai précité, le président de la Polynésie française est considéré comme démissionnaire. Il est donné acte de cette démission par le président de l'Assemblée de la Polynésie française.</p> <p data-bbox="805 257 885 1097">La nomination du vice-président et des ministres prend effet dès la notification de l'arrêté prévue au premier alinéa.</p> <p data-bbox="909 224 997 1097">Les attributions du vice-président et de chacun des ministres sont définies par arrêté du président de la Polynésie française, transmis au haut-commissaire et au président de l'Assemblée de la Polynésie française.</p>	<p data-bbox="375 1489 406 1612" style="text-align: center;">Article 73</p> <p data-bbox="422 1120 614 1971">Dans le délai de cinq jours suivant son élection, le président de la Polynésie française notifie au haut-commissaire et au président de l'Assemblée de la Polynésie française l'arrêté par lequel il nomme un vice-président, chargé d'assurer son intérim en cas d'absence ou d'empêchement, et les ministres, avec indication pour chacun d'eux des fonctions dont ils sont chargés. Cet arrêté est immédiatement porté à la connaissance des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française par son président.</p> <p data-bbox="638 1433 670 1971">Le gouvernement comprend au plus quinze ministres.</p> <p data-bbox="694 1120 782 1971">A défaut de la notification prévue au premier alinéa dans le délai précité, le président de la Polynésie française est considéré comme démissionnaire. Il est donné acte de cette démission par le président de l'Assemblée de la Polynésie française.</p> <p data-bbox="805 1153 885 1971">La nomination du vice-président et des ministres prend effet dès la notification de l'arrêté prévue au premier alinéa.</p> <p data-bbox="909 1120 997 1971">Les attributions du vice-président et de chacun des ministres sont définies par arrêté du président de la Polynésie française, transmis au haut-commissaire et au président de l'Assemblée de la Polynésie française.</p>
<p data-bbox="997 593 1029 716" style="text-align: center;">Article 74</p> <p data-bbox="1045 224 1141 1097">Le président de la Polynésie française et les autres membres du gouvernement doivent satisfaire aux conditions requises pour l'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française.</p> <p data-bbox="1165 224 1292 1097">Le président de la Polynésie française ou tout autre membre du gouvernement qui se trouverait dans une situation contraire aux dispositions du premier alinéa ou serait frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur ou d'éligible est déclaré démissionnaire par arrêté du haut-commissaire.</p> <p data-bbox="1316 212 1380 1097">« Le président et le vice-président de la Polynésie française ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs. Cette interdiction s'applique à un élu ayant effectué</p>	<p data-bbox="1013 1478 1045 1601" style="text-align: center;">Article 74</p> <p data-bbox="1061 1097 1157 1971">Le président de la Polynésie française et les autres membres du gouvernement doivent satisfaire aux conditions requises pour l'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française.</p> <p data-bbox="1181 1097 1308 1971">Le président de la Polynésie française ou tout autre membre du gouvernement qui se trouverait dans une situation contraire aux dispositions du premier alinéa ou serait frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur ou d'éligible est déclaré démissionnaire par arrêté du haut-commissaire.</p>

<p>Article 86</p> <p>Le président de la Polynésie française et les autres membres du gouvernement de la Polynésie française sont, au même titre que les fonctionnaires ou agents publics et les personnes qui les assistent, tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.</p>	<p>soit deux mandats successifs de président ou de vice-président de la Polynésie française, soit l'un puis l'autre de ces mandats. »</p> <p>Article 86</p> <p>Le président de la Polynésie française et les autres membres du gouvernement de la Polynésie française sont, au même titre que les fonctionnaires ou agents publics et les personnes qui les assistent, tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.</p> <p>« Le cabinet de chaque ministre ne peut compter plus de quinze collaborateurs. »</p>
<p>Article 121</p> <p>L'assemblée de la Polynésie française élit son président pour la durée du mandat de ses membres. Elle élit chaque année les autres membres de son bureau à la représentation proportionnelle des groupes politiques et dans les conditions fixées par son règlement intérieur.</p> <p>En cas de vacance des fonctions de président de l'assemblée de la Polynésie française, il est procédé au renouvellement intégral du bureau.</p> <p>Lors du renouvellement annuel des membres du bureau ou lors de la première réunion suivant le renouvellement d'une partie des membres de l'assemblée de la Polynésie française, celle-ci peut décider, à la majorité absolue de ses membres, de procéder au renouvellement intégral du bureau.</p>	<p>Article 121</p> <p>L'assemblée de la Polynésie française élit son président pour la durée du mandat de ses membres. Elle élit pour la même durée les autres membres de son bureau à la représentation proportionnelle des groupes politiques et dans les conditions fixées par son règlement intérieur.</p> <p>En cas de vacance des fonctions de président de l'assemblée de la Polynésie française, il est procédé au renouvellement intégral du bureau.</p>
<p>Article 147</p> <p>Le conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est composé de représentants des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations qui concourent à la vie économique, sociale ou culturelle de la Polynésie française.</p> <p>Chaque catégorie d'activité est représentée, au sein du conseil économique, social et culturel, par un nombre de conseillers correspondant à l'importance de cette activité dans la vie économique, sociale et culturelle de la Polynésie française</p>	<p>Article 147</p> <p>« Le conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est composé de représentants, issus des archipels, des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations qui concourent à la vie économique, sociale ou culturelle de la Polynésie française. »</p> <p>Chaque catégorie d'activité est représentée, au sein du conseil économique, social et culturel, par un nombre de conseillers correspondant à l'importance de cette activité dans la vie économique, sociale et culturelle de la Polynésie française</p>
<p>Article 149</p> <p>Des délibérations de l'assemblée de la Polynésie française fixent :</p> <p>1° Le nombre des membres du conseil économique, social et culturel ;</p> <p>2° La liste des groupements, organismes et associations représentés au sein du conseil économique, social et culturel ;</p> <p>3° Le mode de désignation de leurs représentants par ces groupements et associations</p>	<p>Article 149</p> <p>Des délibérations de l'assemblée de la Polynésie française fixent :</p> <p>« 1° Le nombre des membres du conseil économique, social et culturel, sans que celui-ci ne puisse excéder quarante trois » ;</p> <p>2° La liste des groupements, organismes et associations représentés au sein du conseil économique, social et culturel ;</p> <p>3° Le mode de désignation de leurs représentants par ces groupements et associations</p>

<p>4° Le nombre de sièges attribués à chacun d'eux ; 5° Le montant des indemnités de vacation payées aux membres du conseil économique, social et culturel en fonction de leur présence aux séances plénières et aux commissions ; 6° Les règles d'organisation et de fonctionnement du conseil économique, social et culturel qui ne sont pas prévues par la présente loi organique.</p>	<p>4° Le nombre de sièges attribués à chacun d'eux ; 5° Le montant des indemnités de vacation payées aux membres du conseil économique, social et culturel en fonction de leur présence aux séances plénières et aux commissions ; 6° Les règles d'organisation et de fonctionnement du conseil économique, social et culturel qui ne sont pas prévues par la présente loi organique.</p>
<p style="text-align: center;">Article 156</p> <p>L'assemblée de la Polynésie française peut mettre en cause la responsabilité du président de la Polynésie française et du gouvernement de la Polynésie française par le vote d'une motion de défiance. Celle-ci n'est recevable que si elle est signée par au moins le quart des représentants à l'assemblée de la Polynésie française.</p> <p>La motion de défiance mentionne, d'une part, les motifs pour lesquels elle est présentée et, d'autre part, le nom du candidat appelé à exercer les fonctions de président de la Polynésie française en cas d'adoption de la motion de défiance.</p> <p>Si elle est en session, l'assemblée de la Polynésie française se réunit de plein droit trois jours francs après le dépôt de la motion de défiance. Si la motion de défiance est déposée en dehors de la période prévue pour les sessions ordinaires, une session est ouverte de droit cinq jours francs après ce dépôt. Le vote intervient au cours des deux jours suivants ; faute de quorum, il est renvoyé au lendemain. Les délais mentionnés au présent alinéa s'entendent dimanche et jours fériés non compris.</p> <p>Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de défiance, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité absolue des représentants à l'assemblée de la Polynésie française. Chaque représentant à l'assemblée de la Polynésie française ne peut signer, par année civile, plus de deux motions de défiance.</p> <p>Le président de l'assemblée de la Polynésie française proclame les résultats du scrutin et les transmet immédiatement au haut-commissaire. Les résultats du scrutin peuvent être contestés par tout représentant à l'assemblée de la Polynésie française ou par le haut-commissaire, devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, dans le délai de cinq jours à compter de cette proclamation.</p>	<p style="text-align: center;">Article 156</p> <p>L'assemblée de la Polynésie française peut mettre en cause la responsabilité du président de la Polynésie française et du gouvernement de la Polynésie française par le vote d'une motion de défiance. Celle-ci n'est recevable que si elle est signée par la majorité absolue des membres de l'assemblée de la Polynésie française.</p> <p>La motion de défiance mentionne, d'une part, les motifs pour lesquels elle est présentée et, d'autre part, le nom du candidat appelé à exercer les fonctions de président de la Polynésie française en cas d'adoption de la motion de défiance.</p> <p>Si elle est en session, l'assemblée de la Polynésie française se réunit de plein droit trois jours francs après le dépôt de la motion de défiance. Si la motion de défiance est déposée en dehors de la période prévue pour les sessions ordinaires, une session est ouverte de droit cinq jours francs après ce dépôt. Le vote intervient au cours des deux jours suivants ; faute de quorum, il est renvoyé au lendemain. Les délais mentionnés au présent alinéa s'entendent dimanche et jours fériés non compris.</p> <p>Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de défiance, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des trois cinquièmes des représentants à l'assemblée de la Polynésie française. Chaque représentant à l'assemblée de la Polynésie française ne peut signer, par année civile, plus de deux motions de défiance.</p> <p>Le président de l'assemblée de la Polynésie française proclame les résultats du scrutin et les transmet immédiatement au haut-commissaire. Les résultats du scrutin peuvent être contestés par tout représentant à l'assemblée de la Polynésie française ou par le haut-commissaire, devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, dans le délai de cinq jours à compter de cette proclamation.</p>

<p>Lorsque la motion de défiance est adoptée, les fonctions des membres du gouvernement de la Polynésie française cessent de plein droit. Le candidat au mandat de président de la Polynésie française est déclaré élu et entre immédiatement en fonction. Il est procédé à la désignation des autres membres du gouvernement dans les conditions prévues à l'article 73.</p>	<p>Lorsque la motion de défiance est adoptée, les fonctions des membres du gouvernement de la Polynésie française cessent de plein droit. Le candidat au mandat de président de la Polynésie française est déclaré élu et entre immédiatement en fonction. Il est procédé à la désignation des autres membres du gouvernement dans les conditions prévues à l'article 73.</p>
<p align="center">Article 156-1</p> <p>I. — Si, au 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, l'assemblée de la Polynésie française a rejeté le budget annuel, le président de la Polynésie française lui transmet, dans un délai de dix jours à compter du vote de rejet, un nouveau projet de budget élaboré sur la base du projet initial, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements soutenus lors de la discussion devant l'assemblée. Ce projet est accompagné, le cas échéant, des projets d'actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays " relatifs aux impôts et taxes destinés à assurer son vote en équilibre réel.</p> <p>Si l'assemblée de la Polynésie française n'a pas adopté ce nouveau projet de budget et, le cas échéant, les projets d'actes dénommés " lois du pays " qui l'accompagnent dans un délai de cinq jours suivant leur dépôt, le président de la Polynésie française peut engager sa responsabilité devant l'assemblée. Dans ce cas, le projet de budget et, le cas échéant, les projets d'actes dénommés " lois du pays " qui l'accompagnent sont considérés comme adoptés à moins qu'une motion de renvoi, présentée par la majorité absolue des membres de l'assemblée de la Polynésie française, ne soit adoptée à la majorité des trois cinquièmes des membres de l'assemblée. La liste des signataires figure sur la motion de renvoi.</p> <p>La motion de renvoi est déposée dans un délai de cinq jours à compter de l'engagement de la responsabilité du président de la Polynésie française devant l'assemblée et comporte un projet de budget, accompagné, le cas échéant, des propositions d'actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays ", relatives aux impôts et taxes destinés à assurer son équilibre réel. Elle mentionne le nom du candidat appelé à exercer les fonctions de président de la Polynésie française en cas d'adoption de la motion de renvoi.</p> <p>Le jour du dépôt de la motion de renvoi, le président de l'assemblée de la Polynésie française convoque l'assemblée pour le neuvième jour qui suit ou le premier jour ouvrable suivant. La convocation adressée aux représentants est assortie de la motion de renvoi déposée et du projet de budget qu'elle comporte, accompagné, le cas échéant, des propositions d'actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays ", relatives aux impôts et taxes.</p>	<p align="center">Article 156-1</p> <p>I. — Si, au 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, l'assemblée de la Polynésie française a rejeté le budget annuel, le président de la Polynésie française lui transmet, dans un délai de dix jours à compter du vote de rejet, un nouveau projet de budget élaboré sur la base du projet initial, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements soutenus lors de la discussion devant l'assemblée. Ce projet est accompagné, le cas échéant, des projets d'actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays " relatifs aux impôts et taxes destinés à assurer son vote en équilibre réel.</p> <p>Si l'assemblée de la Polynésie française n'a pas adopté ce nouveau projet de budget et, le cas échéant, les projets d'actes dénommés " lois du pays " qui l'accompagnent dans un délai de cinq jours suivant leur dépôt, le président de la Polynésie française peut engager sa responsabilité devant l'assemblée. Dans ce cas, le projet de budget et, le cas échéant, les projets d'actes dénommés " lois du pays " qui l'accompagnent sont considérés comme adoptés à moins qu'une motion de renvoi, présentée par au moins le quart des membres de l'assemblée de la Polynésie française, ne soit adoptée à la majorité absolue des membres de l'assemblée. La liste des signataires figure sur la motion de renvoi.</p> <p>La motion de renvoi est déposée dans un délai de cinq jours à compter de l'engagement de la responsabilité du président de la Polynésie française devant l'assemblée et comporte un projet de budget, accompagné, le cas échéant, des propositions d'actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays ", relatives aux impôts et taxes destinés à assurer son équilibre réel. Elle mentionne le nom du candidat appelé à exercer les fonctions de président de la Polynésie française en cas d'adoption de la motion de renvoi.</p> <p>Le jour du dépôt de la motion de renvoi, le président de l'assemblée de la Polynésie française convoque l'assemblée pour le neuvième jour qui suit ou le premier jour ouvrable suivant. La convocation adressée aux représentants est assortie de la motion de renvoi déposée et du projet de budget qu'elle comporte, accompagné, le cas échéant, des propositions d'actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays ", relatives aux impôts et taxes.</p>

Le vote sur la motion a lieu au cours de la réunion prévue au quatrième alinéa du présent I.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française proclame les résultats du scrutin et les transmet immédiatement au haut-commissaire. Les résultats du scrutin peuvent être contestés par tout représentant à l'assemblée de la Polynésie française ou par le haut-commissaire, devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, dans le délai de cinq jours à compter de cette proclamation.

Si la motion est adoptée, le projet de budget qu'elle comporte et les propositions d'actes dénommés " lois du pays ", relatives aux impôts et taxes, qui accompagnent celui-ci sont considérés comme adoptés. Les fonctions des membres du gouvernement cessent de plein droit. Le candidat au mandat de président de la Polynésie française est déclaré élu et entre immédiatement en fonction. Il est procédé à la désignation des autres membres du gouvernement dans les conditions prévues à l'article 73.

Le budget est transmis au haut-commissaire de la République au plus tard cinq jours après la date à partir de laquelle il peut être considéré comme adopté conformément au deuxième alinéa du présent I ou la date de l'adoption ou du rejet et de la motion de renvoi.

Par dérogation au premier alinéa des I et II de l'article 176 et au premier alinéa des articles 178 et 180, les actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays ", relatifs aux impôts et taxes, qui accompagnent le budget sont publiés au Journal officiel de la Polynésie française et promulgués par le président de la Polynésie française au plus tard le lendemain de leur adoption et peuvent, à compter de la publication de leur acte de promulgation, faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat au titre du contrôle juridictionnel spécifique des actes dénommés " lois du pays " prévu par la présente loi organique.

S'il est saisi à ce titre, par dérogation aux deuxième et troisième alinéas de l'article 177, le Conseil d'Etat annule toute disposition contraire à la Constitution, aux lois organiques, aux engagements internationaux ou aux principes généraux du droit.

II.-Le présent article est également applicable aux autres délibérations budgétaires relatives au même exercice, hormis le compte administratif, qui font l'objet d'un vote de rejet par l'assemblée de la Polynésie française. Le président de la Polynésie

Le vote sur la motion a lieu au cours de la réunion prévue au quatrième alinéa du présent I.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française proclame les résultats du scrutin et les transmet immédiatement au haut-commissaire. Les résultats du scrutin peuvent être contestés par tout représentant à l'assemblée de la Polynésie française ou par le haut-commissaire, devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, dans le délai de cinq jours à compter de cette proclamation.

Si la motion est adoptée, le projet de budget qu'elle comporte et les propositions d'actes dénommés " lois du pays ", relatives aux impôts et taxes, qui accompagnent celui-ci sont considérés comme adoptés. Les fonctions des membres du gouvernement cessent de plein droit. Le candidat au mandat de président de la Polynésie française est déclaré élu et entre immédiatement en fonction. Il est procédé à la désignation des autres membres du gouvernement dans les conditions prévues à l'article 73.

Le budget est transmis au haut-commissaire de la République au plus tard cinq jours après la date à partir de laquelle il peut être considéré comme adopté conformément au deuxième alinéa du présent I ou la date de l'adoption ou du rejet et de la motion de renvoi.

Par dérogation au premier alinéa des I et II de l'article 176 et au premier alinéa des articles 178 et 180, les actes prévus à l'article 140 dénommés " lois du pays ", relatifs aux impôts et taxes, qui accompagnent le budget sont publiés au Journal officiel de la Polynésie française et promulgués par le président de la Polynésie française au plus tard le lendemain de leur adoption et peuvent, à compter de la publication de leur acte de promulgation, faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat au titre du contrôle juridictionnel spécifique des actes dénommés " lois du pays " prévu par la présente loi organique.

S'il est saisi à ce titre, par dérogation aux deuxième et troisième alinéas de l'article 177, le Conseil d'Etat annule toute disposition contraire à la Constitution, aux lois organiques, aux engagements internationaux ou aux principes généraux du droit.

II.-Le présent article est également applicable aux autres délibérations budgétaires relatives au même exercice, hormis le compte administratif, qui font l'objet d'un vote de rejet par l'assemblée de la Polynésie française. Le président de la Polynésie

<p>française peut transmettre un nouveau projet à l'assemblée de la Polynésie française dans un délai de dix jours à compter du vote de rejet, sur le fondement du projet initial modifié le cas échéant par un ou plusieurs amendements présentés lors de la discussion.</p>	<p>française peut transmettre un nouveau projet à l'assemblée de la Polynésie française dans un délai de dix jours à compter du vote de rejet, sur le fondement du projet initial modifié le cas échéant par un ou plusieurs amendements présentés lors de la discussion.</p>
<p style="text-align: center;">Article 157-2</p> <p>Le président de la Polynésie française transmet à l'assemblée de la Polynésie française tout projet de décision relatif :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° A l'attribution d'une aide financière ou d'une garantie d'emprunt à une personne morale; 2° Aux participations de la Polynésie française au capital des sociétés mentionnées à l'article 30 et au capital des sociétés d'économie mixte; 3° Aux opérations d'acquisition, de cession ou de transfert de biens immobiliers réalisées par la Polynésie française. <p>La commission de contrôle budgétaire et financier émet un avis sur le projet de décision dans les vingt jours suivant sa transmission à l'assemblée de la Polynésie française ou, en cas d'urgence déclarée par le président de la Polynésie française, dans les dix jours. A l'issue de ce délai, un débat est organisé à l'assemblée de la Polynésie française ou, en dehors des périodes de session, au sein de sa commission permanente, à la demande d'un cinquième de leurs membres, sur le projet de décision.</p> <p>Sur le rapport de sa commission de contrôle budgétaire et financier, l'assemblée de la Polynésie française peut, par délibération, décider de saisir la chambre territoriale des comptes si elle estime que le projet de décision est de nature à accroître gravement la charge financière de la Polynésie française ou le risque financier qu'elle encourt. En dehors des périodes de session, cette saisine peut être décidée dans les mêmes conditions par la commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française.</p> <p>Le projet de décision peut être délibéré en conseil des ministres de la Polynésie française, à l'issue d'un délai d'un mois ou, en cas d'urgence déclarée par le président de la Polynésie française, de quinze jours à compter de sa transmission à l'assemblée de la Polynésie française.</p>	<p style="text-align: center;">Article 157-2</p> <p>Le président de la Polynésie française transmet à l'assemblée de la Polynésie française tout projet de décision relatif :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° A l'attribution d'une aide financière supérieure à un seuil défini par décret ou d'une garantie d'emprunt à une personne morale. Un rapport annuel à l'assemblée de la Polynésie française précise le montant, l'objet et l'utilisation des aides financières situées en-deçà du seuil précité.» 2° Aux participations de la Polynésie française au capital des sociétés mentionnées à l'article 30 et au capital des sociétés d'économie mixte; 3° Aux opérations d'acquisition, de cession ou de transfert de biens immobiliers réalisées par la Polynésie française. <p>La commission de contrôle budgétaire et financier émet un avis sur le projet de décision dans les vingt jours suivant sa transmission à l'assemblée de la Polynésie française ou, en cas d'urgence déclarée par le président de la Polynésie française, dans les dix jours. A l'issue de ce délai, un débat est organisé à l'assemblée de la Polynésie française ou, en dehors des périodes de session, au sein de sa commission permanente, à la demande d'un cinquième de leurs membres, sur le projet de décision.</p> <p>Sur le rapport de sa commission de contrôle budgétaire et financier, l'assemblée de la Polynésie française peut, par délibération, décider de saisir la chambre territoriale des comptes si elle estime que le projet de décision est de nature à accroître gravement la charge financière de la Polynésie française ou le risque financier qu'elle encourt. En dehors des périodes de session, cette saisine peut être décidée dans les mêmes conditions par la commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française.</p> <p>Le projet de décision peut être délibéré en conseil des ministres de la Polynésie française, à l'issue d'un délai d'un mois ou, en cas d'urgence déclarée par le président de la Polynésie française, de quinze jours à compter de sa transmission à l'assemblée de la Polynésie française.</p>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer,
des collectivités territoriales
et de l'immigration

NOR : IOCX1107574L/Rose-1

PROJET DE LOI ORGANIQUE

relatif à l'amélioration du fonctionnement des institutions en Polynésie française

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objet d'améliorer le fonctionnement des institutions de la Polynésie française : il comporte pour l'essentiel des dispositions visant à permettre la constitution d'une majorité stable à l'assemblée et d'autres mesures qui tendent à rationaliser les relations entre l'exécutif local et l'assemblée de la Polynésie française.

TITRE I^{ER} : DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Les articles 1^{er} à 4 ont pour objet de garantir une meilleure représentation des différents archipels, notamment par la création d'une nouvelle circonscription électorale, et d'attribuer dans chaque circonscription une prime majoritaire à la liste qui obtient soit la majorité absolue des suffrages au premier tour de scrutin, soit la majorité relative au second tour.

L'effectif des membres de l'assemblée est maintenu à 57 représentants, répartis entre les différentes circonscriptions constituées par les archipels : 45 pour la nouvelle circonscription des îles de la Société qui regroupe les deux circonscriptions actuelles des îles du Vent et des îles-Sous-le-Vent et est composée de quatre sections électorales ; 3 pour les îles Australes, 3 pour les îles Marquises, 3 pour les îles Tuamotu de l'Est et Gambier, 3 pour les îles Tuamotu de l'Ouest, comme actuellement.

L'équilibre dans la représentation des différents archipels est garanti au regard du principe de représentation démographique. Les îles de la Société (îles du Vent, dont notamment Tahiti, et îles-Sous-le-Vent), qui concentrent 87 % de la population, éliront 79 % des membres de l'assemblée, et les archipels éloignés, qui comptent 13 % de la population polynésienne, en éliront 21 %.

Cette répartition est conforme à la décision du Conseil Constitutionnel n° 2004-490 du 12 février 2004 sur la loi organique statutaire du 27 février 2004, qui rappelle « l'intérêt général qui s'attache à la représentation des archipels éloignés », et équilibrée au regard de l'exigence démocratique de représentativité de chaque membre de l'assemblée compte tenu du nombre d'habitants dans chaque circonscription.

Dans l'ensemble des circonscriptions, les représentants sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne à un ou deux tours, assortie d'une prime majoritaire.

A cet effet, les articles 1^{er} à 4 procèdent à la modification des articles 104, 105, 106 et 107 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

L'article 1^{er} précise les circonscriptions électorales ainsi que, pour la circonscription des îles de la Société, les sections électorales, et la répartition des sièges entre elles.

L'article 2 décrit le mode de scrutin applicable dans les différentes circonscriptions.

L'article 3 précise le nombre de candidats devant figurer sur chaque liste.

L'article 4 définit les modalités électorales en cas de vacance de siège.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

L'article 5 réduit, par une modification de l'article 73 de la loi organique précitée, le nombre des membres du gouvernement polynésien de 15 à 7. Cette proposition repose sur deux motifs principaux : répondre à une demande fortement exprimée par la société civile en Polynésie française et tenir compte de la nécessité de réaliser des économies budgétaires. L'effectif proposé de sept ministres, auxquels s'ajoutent le président et le vice-président, est raisonnable au regard de la taille de la collectivité. Le statut ainsi modifié doit permettre de constituer des ministères plus homogènes et cohérents, aux attributions plus larges et complémentaires afin d'éviter les doubles emplois.

Pour les mêmes raisons, la modification de l'article 86 de la loi organique, effectuée à l'article 7 du projet de loi, vise à mettre fin au recrutement pléthorique des collaborateurs par le gouvernement de la Polynésie française, en le limitant à quinze par ministre. Le gouvernement, dans les années 2000, a pu avoir pas moins de 693 collaborateurs sous sa responsabilité.

L'article 6 complète l'article 74 de la loi organique, en limitant à deux mandats successifs (dix ans) l'exercice du pouvoir par le président de la Polynésie française et du vice-président, pour chacun de ces mandats ou pour leur exercice successif. L'objectif poursuivi est de favoriser le renouvellement de la classe politique polynésienne.

Une mesure analogue a été instituée pour le Président de la République lors de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008.

L'article 8, qui modifie l'article 121 de la loi organique, propose de supprimer la possibilité de renverser chaque année le président de l'assemblée de la Polynésie française.

La rédaction actuelle de l'article 121 permet en effet à l'assemblée de la Polynésie française d'interrompre chaque année le mandat de son président si la majorité absolue de ses membres le souhaite. Ce dispositif, unique dans les collectivités locales françaises, contribue fortement à l'instabilité politique locale. Or, la présidence de l'assemblée est pourtant une fonction pivot des institutions de la Polynésie française.

L'article 8 réduit en conséquence la possibilité de changement du président au gré des fluctuations politiques par une limitation des hypothèses de renouvellement intégral du bureau.

Le renouvellement anticipé ou annuel du bureau deviendrait impossible, sauf en cas de démission du président de l'assemblée de la Polynésie française : ainsi, le bureau et le président seraient élus pour la totalité du mandat de l'assemblée. La démission du président entraînerait celle du bureau, mais non l'inverse.

L'article 9 modifie les articles 147 et 149 de la loi organique relatifs au conseil économique, social et culturel. Il prévoit que les archipels sont représentés en son sein, et fixe à 43 le nombre maximum de ses membres, qui fait l'objet d'une délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Cette mesure a pour objet d'accroître la représentation des archipels, notamment les archipels éloignés de Tahiti, au sein des institutions de la collectivité. Dénonçant un centralisme excessif des institutions polynésiennes, les élus des archipels ont en effet tendance à faire valoir systématiquement les intérêts de leurs îles lors des votes à l'assemblée, faute de disposer d'une autre voie organisée d'expression institutionnelle.

Par ailleurs, dans un souci de rationalisation des dépenses publiques et d'efficacité du travail du conseil économique, social et culturel, l'article 9 propose de plafonner le nombre des membres du conseil à un effectif de 43 permettant la répartition des conseillers en quatre collèges (trois de 11 membres et un de 10 membres, qui représentera les cinq archipels).

L'article 10 modifie l'article 156 de la loi organique, en augmentant le nombre d'élus nécessaire pour le dépôt et l'adoption de la motion de défiance dite « constructive ».

Au niveau national, la responsabilité du Gouvernement devant le Parlement est organisée par la Constitution de la V^{ème} République, qui encadre strictement ses modalités de mise en jeu, notamment pour éviter l'instabilité politique ; le fait majoritaire aidant, son utilisation est rendue difficile.

La loi organique statutaire de la Polynésie française a mis en place un dispositif qui en est fortement inspiré. Mais force est de constater que la motion de défiance y reste un vecteur d'instabilité politique et s'avère donc peu « constructive ». Neuf gouvernements ont été renversés depuis 2004.

Tout en conservant le principe de la responsabilité du gouvernement de la Polynésie française devant l'assemblée, l'article 10 prévoit de renforcer les conditions de dépôt et d'adoption de chaque motion de défiance : la majorité absolue, au lieu du quart, des membres de l'assemblée sera nécessaire pour rendre recevable une motion de défiance ; de plus, celle-ci ne sera adoptée que si elle est votée par une majorité qualifiée des trois cinquièmes des membres de l'assemblée, et non plus par la majorité absolue.

L'article 11 modifie l'article 156-1 de la loi organique en calquant les règles de dépôt et d'adoption pour la motion de renvoi budgétaire sur celles prévues à l'article 10 pour la motion de défiance. Il s'agit d'une disposition de cohérence, car le durcissement des règles relatives à la motion de défiance ne doit pas se traduire par un recours accru à la motion de renvoi budgétaire pour exprimer le mécontentement d'une partie de l'assemblée.

En Nouvelle-Calédonie, l'article 184 de la loi statutaire prévoit déjà de telles règles de majorité de dépôt et d'adoption de la motion de renvoi budgétaire.

L'article 12 modifie l'article 157-2 de la loi organique. Il propose d'instaurer un seuil minimum pour les aides financières qui doivent être examinées par la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée polynésienne, à la demande du président de la Polynésie française, avant leur adoption éventuelle par l'assemblée de la Polynésie française.

Il s'agit d'une mesure de bon sens, car l'absence de seuil conduit notamment à retarder l'attribution des subventions d'un faible montant à des associations, par exemple dans le cadre de la politique de la ville, retard qui peut mettre en cause la réalisation même de l'objet de la subvention.

La modification proposée prévoit qu'un rapport annuel est fourni à l'assemblée de la Polynésie française sur le montant, l'objet et l'utilisation des aides financières situées en deçà d'un seuil fixé par décret.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer,
des collectivités territoriales
et de l'immigration

PROJET DE LOI ORGANIQUE

relatif à l'amélioration du fonctionnement des institutions en Polynésie française

TITRE I^{er}

**DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES REPRESENTANTS
A L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Article 1^{er}

Les quatrième à neuvième alinéas de l'article 104 de la loi organique n° 2004-192 du 24 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° La circonscription des îles de la Société, qui élit quarante-cinq représentants, comprend quatre sections électorales ainsi composées :

« La première section des îles du Vent est constituée des communes de : Arue, Moorea-Maiao, Papeete et Pirae. Treize sièges sont attribués à cette section ;

« La deuxième section des îles du Vent est constituée des communes de : Hitiia O Te Ra, Mahina, Paea, Papara, Taiarapu-Est, Taiarapu-Ouest et Teva I Uta. Treize sièges sont attribués à cette section ;

« La troisième section des îles du Vent est constituée des communes de : Faa'a et Punaauia. Onze sièges sont attribués à cette section ;

« La section des îles-Sous-le-Vent est constituée des communes de Bora-Bora, Huahine, Maupiti, Tahaa, Taputapuatea, Tumaraa et Uturoa. Huit sièges sont attribués à cette section ;

« 2° La circonscription des îles Tuamotu de l'Ouest comprend les communes de : Arutua, Fakarava, Manihi, Rangiroa et Takarua. Elle élit trois représentants ;

« 3° La circonscription des îles Gambier et Tuamotu de l'Est comprend les communes de : Anaa, Fangatau, Gambier, Hao, Hikueru, Makemo, Napuka, Nukutavake, Pukapuka, Reao, Tatakoto et Tureia. Elle élit trois représentants ;

« 4° La circonscription des îles Marquises comprend les communes de : Fatu-Hiva, Hiva-Oa, Nuku-Hiva, Tahuata, Ua-Huka et Ua-Pou. Elle élit trois représentants ;

« 5° La circonscription des îles Australes comprend les communes de : Raïvavae, Rapa, Rimatara, Rurutu et Tubuai. Elle élit trois représentants.

Article 2

L'article 105 de la même loi organique est ainsi rédigé :

« Art. 105. - I. - L'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française a lieu, dans chacune des circonscriptions mentionnées à l'article 104, au scrutin de liste à deux tours sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Dans la circonscription des îles de la Société, chaque liste est constituée de quatre sections.

« II. - Au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la majorité absolue des suffrages :

« 1° Dans la circonscription des îles de la Société, quatre sièges dans la première section des îles du Vent, cinq sièges dans la deuxième section des îles du Vent, trois sièges dans la troisième section des îles du Vent et trois sièges dans la section des îles-Sous-le-Vent ;

« 2° Dans les autres circonscriptions, un nombre de sièges égal au tiers du nombre de sièges à pourvoir arrondi à l'entier supérieur.

« Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre les listes qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans la circonscription. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

« III. - Si aucune liste n'a recueilli au premier tour la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un second tour le deuxième dimanche qui suit le premier tour. Seules peuvent se présenter au second tour les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % des électeurs inscrits ; si une seule liste obtient ce nombre de suffrages, la liste arrivée en deuxième au premier tour peut se présenter au second tour ; si aucune liste n'obtient un tel nombre de suffrages, peuvent se présenter au second tour les deux listes arrivées en tête au premier tour.

« Ces listes peuvent être modifiées dans leur composition pour comprendre des candidats ayant figuré au premier tour sur d'autres listes, sous réserve que celles-ci ne se présentent pas au second tour et qu'elles aient obtenu au premier tour au moins 5 % des suffrages exprimés. En cas de modification de la composition d'une liste, l'ordre de présentation des candidats peut également être modifié.

« Les candidats ayant figuré sur une même liste au premier tour ne peuvent figurer au second tour que sur une même liste. Le choix de la liste sur laquelle ils sont candidats au second tour est notifié aux services du haut-commissaire par le candidat placé en tête de la liste sur laquelle ils figuraient au premier tour.

« Il est attribué à la liste qui a recueilli le plus de suffrages le nombre de sièges mentionné, selon la circonscription, au 1° ou au 2° du II. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne, entre toutes les listes qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans l'ensemble de la circonscription. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élus.

« IV. - Dans la circonscription des îles de la Société, les sièges autres que ceux mentionnés au 1° du II sont répartis entre les sections, dans l'ordre décroissant et au prorata des voix obtenues par chacune des listes dans chaque section. En cas d'égalité des suffrages, la liste dont la moyenne d'âge est la plus élevée est placée en tête dans l'ordre de répartition des sièges.

« V. - Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation de chaque liste et, pour la circonscription des îles de la Société, dans l'ordre de présentation de chaque liste dans chaque section.

Article 3

Le deuxième alinéa de l'article 106 de la même loi organique est ainsi rédigé :

« Chaque liste comporte un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir, augmenté :

« 1° Dans la circonscription des îles de la Société, de quatre pour chaque section des îles du Vent et de trois pour la section des îles-Sous-le-Vent ;

« 2° Dans les autres circonscriptions, de trois. »

Article 4

Le II de l'article 107 de la même loi organique est ainsi modifié :

1° Le quatrième alinéa est ainsi rédigé :

« Lorsque la vacance porte sur deux sièges, l'élection a lieu :

« 1° Dans la circonscription des îles de la Société, au scrutin de liste majoritaire à deux tours, avec dépôt de listes comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, augmentés de un sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation ;

« 2° Dans les autres circonscriptions, dans les conditions fixées à l'article 105. »

2° Le cinquième alinéa, qui devient le septième alinéa, est ainsi modifié :

a) Dans la première phrase, les mots : « aux troisième et quatrième alinéas » sont remplacés par les mots : « aux troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas » ;

b) Dans la troisième phrase, les mots : « du total des suffrages exprimés » sont remplacés par les mots : « du total des électeurs inscrits » ;

3° Le sixième alinéa, qui devient le huitième alinéa, est ainsi rédigé :

« Lorsque la vacance porte sur trois sièges ou plus, l'élection a lieu dans les conditions fixées à l'article 105. Toutefois, les dispositions relatives aux sections dans la circonscription des îles de la Société et à l'attribution de sièges prévue au 1° et au 2° du II de cet article ne sont pas applicables. »

TITRE II DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Article 5

Le deuxième alinéa de l'article 73 de la même loi organique est ainsi rédigé :

« Le gouvernement comprend au plus sept ministres. »

Article 6

A l'article 74 de la même loi organique, il est ajouté un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Le président et le vice-président de la Polynésie française ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs. Cette interdiction s'applique à un élu ayant effectué soit deux mandats successifs de président ou de vice-président de la Polynésie française, soit l'un puis l'autre de ces mandats. »

Article 7

A l'article 86, il est ajouté un second alinéa ainsi rédigé :

« Le cabinet de chaque ministre ne peut compter plus de quinze collaborateurs. »

Article 8

L'article 121 de la même loi organique est ainsi modifié :

1° A la seconde phrase du premier alinéa, les mots : « chaque année » sont remplacés par les mots : « pour la même durée » ;

2° Le dernier alinéa est supprimé.

Article 9

I. - Le premier alinéa de l'article 147 de la même loi organique est ainsi rédigé :

« Le conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est composé de représentants, issus des archipels, des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations qui concourent à la vie économique, sociale ou culturelle de la Polynésie française. »

II. - Le deuxième alinéa de l'article 149 de la même loi organique est ainsi rédigé :

« 1° Le nombre des membres du conseil économique, social et culturel, sans que celui-ci ne puisse excéder quarante trois ; ».

Article 10

L'article 156 de la même loi organique est ainsi modifié :

1° A la seconde phrase du premier alinéa, les mots : « au moins le quart des représentants à » sont remplacés par les mots : « la majorité absolue des membres de » ;

2° A la première phrase du quatrième alinéa, le mot : « absolue » est remplacé par les mots : « des trois cinquièmes ».

Article 11

A la deuxième phrase du deuxième alinéa du I de l'article 156-1 de la même loi organique, les mots : « au moins le quart » sont remplacés par les mots : « la majorité absolue » et le mot : « absolue » est remplacé par les mots : « des trois cinquièmes ».

Article 12

Le deuxième alinéa de l'article 157-2 de la même loi organique est ainsi rédigé :

« 1° A l'attribution d'une aide financière supérieure à un seuil défini par décret ou d'une garantie d'emprunt à une personne morale. Un rapport annuel à l'assemblée de la Polynésie française précise le montant, l'objet et l'utilisation des aides financières situées en-deçà du seuil précité. »

AVIS

Vu la saisine n° **1758/PR du 25 mars 2011** du Président de la Polynésie française reçue le **28 mars 2011** sollicitant l'avis du C.E.S.C. sur **un projet de loi organique relatif à l'amélioration du fonctionnement des institutions en Polynésie française** ;

Vu la décision du bureau réuni le **28 mars 2011** ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du **12 avril 2011** ;

a adopté, lors de la séance plénière du **14 avril 2011** l'avis dont la teneur suit :

PROPOS LIMINAIRE

L'alternance de juin 2004 a marqué le début d'un cycle long d'instabilité politique qui a vu les gouvernements se succéder avec une espérance de vie de plus en plus courte (un peu moins de 9 mois en moyenne pour les 9 gouvernements qui se sont succédé de juin 2004 à mars 2011) et une aptitude de plus en plus réduite à affronter des temps difficiles.

Cette instabilité, qui s'installe dans la durée, prive le Pays de décideurs au pire moment et dans le pire contexte. Or, celles des dispositions de la Loi Organique statutaire qui organisent le fonctionnement des institutions (statut de 2004 et modifications introduites en 2007) ont jusqu'ici prouvé leur inefficacité. Quelles modifications du droit institutionnel faut-il donc envisager pour sortir la Polynésie française de la crise dans laquelle elle est plongée ? Faut-il promouvoir une (des) solution(s) radicale(s), comme l'introduction du mandat impératif (pour sanctionner le « nomadisme » de quelques élus) que l'article 27 de la Constitution proscribit mais que l'article 73 permettrait peut-être d'envisager, la réduction de la durée du mandat des élus, la limitation du nombre des mandats consécutifs, le panachage des listes (au prix d'un dépouillement certes long et difficile, mais qui vaudrait mieux que 5 années d'instabilité), l'élection du président au suffrage universel ?

Relativement éloigné des contingences politiques, le CESC, qui mène depuis plusieurs mois une large réflexion sur la « reconversion de l'économie polynésienne, la réforme de la fiscalité, la sortie de crise et le renouvellement du contrat social », est particulièrement conscient de ce que la Polynésie française ne peut aller de l'avant dans un contexte politique à ce point instable.

Les prérogatives de la puissance publique y pèsent d'un tel poids que **les institutions ne sauraient demeurer plus longtemps à la dérive sans créer des dommages irréparables.**

1- LES OBJECTIFS DU PROJET DE LOI ORGANIQUE

Le projet du gouvernement de la République est plus « classique » que certaines des mesures brièvement évoquées plus haut. Il affiche néanmoins deux objectifs : permettre la constitution d'une majorité stable et rationaliser les relations entre l'exécutif et l'assemblée.

1.1. Celles des dispositions du projet de Loi Organique qui visent la stabilité des institutions proposent d'agir sur le mode de scrutin, la fonction du président de l'assemblée, l'organisation du gouvernement et les conditions du renversement de ce dernier :

Les articles 1 à 4 du projet proposent d'agir sur le mode de scrutin :

- en consacrant un **scrutin de liste** dans l'ensemble des circonscriptions, à la **représentation proportionnelle**, à la **plus forte moyenne**, à **un ou deux tours**, assortie d'une **prime majoritaire** ;

- en cherchant à garantir une meilleure représentation des archipels (**une nouvelle circonscription électorale** est créée) ;
- en prévoyant d'attribuer, **dans chaque circonscription, une prime majoritaire** à la liste qui obtient la majorité absolue au 1^{er} tour ou la majorité relative au second ;
- en ne modifiant pas le nombre des représentants (57) dont **les plus nombreux** (45) seront **élus dans la nouvelle circonscription** (archipel de la Société) ;
- en consacrant une **représentation selon le principe de la répartition démographique** (l'archipel de la Société, qui regroupe 87% de la population, élira ainsi 79% des Représentants, tandis que les autres archipels qui représentent 13% de la population en éliront 21%), **conformément à la décision n° 2004-490** du 12 février 2004 du Conseil Constitutionnel.

L'article 8 propose d'agir sur la fonction de président de l'assemblée :

- en consacrant la fonction de **président de l'Assemblée** comme une **fonction pivot des institutions**, en ne permettant plus son renversement chaque année.

Les articles 5, 6 et 7 proposent un gouvernement resserré et de favoriser le renouvellement de la tête de l'exécutif :

- en limitant à **deux mandats successifs** (10 ans) l'exercice du pouvoir par le **président et le vice-président** ;

Les articles 10, 11 et 12 durcissent les conditions du renversement du gouvernement :

- en rendant **plus difficile le dépôt et le vote d'une motion de défiance ou d'une motion de renvoi** (majorité absolue pour le dépôt et majorité qualifiée des 3/5èmes pour le vote).

1.2. D'autres dispositions sont introduites, sans impact sur la stabilité politique, qui visent à « rationaliser la dépense » des institutions, à garantir l'expression des archipels éloignés et à mieux organiser les contrôles exercés par l'assemblée sur le gouvernement :

Les articles 5, 7 et 9 du projet visent à rationaliser la dépense publique :

- en proposant de **réduire** (de 15 à 7 ministres) **la taille de l'exécutif et le nombre des collaborateurs** des ministres ;
- en plafonnant à **43** le nombre des **conseillers** au CESC (il est aujourd'hui fixé à 51 par délibération de l'Assemblée de Polynésie française).

L'article 9 du projet vise à garantir l'expression de l'ensemble des archipels :

- en fixant à **10** le nombre des **représentants des archipels** au CESC.

L'article 12 propose une nouvelle organisation des contrôles exercés par l'assemblée sur l'octroi d'aides financières par le gouvernement :

- en proposant d'instaurer un **seuil minimum** pour les **aides financières** examinées par la **commission de contrôle budgétaire et financier** de l'assemblée et la production d'un rapport annuel à l'assemblée sur l'utilisation des aides financières.

2- LES OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS DU CESC

Les tentatives pour garantir la stabilité des institutions ont jusqu'ici échoué, qu'il s'agisse de la prime majoritaire de 2004 (qui a produit l'effet inverse de celui recherché) ou de son abandon en 2007 (assorti de quelques autres dispositions, dont la motion de défiance constructive qui a remplacé la motion de censure).

2.1 La pertinence de la réforme proposée par le gouvernement de la République est mesurable à l'aune de la crise politique et de l'analyse que l'on en fait :

Sur la crise politique actuelle et les moyens d'en sortir, le CESC formule les observations suivantes :

- comme l'a souligné l'un de ses invités, la Polynésie française est inscrite dans un processus de « socialisation politique » et ce type de processus est très lent (éthique, morale, intégrité et bonne gouvernance restent des contrées à conquérir) ;
- la stabilité politique n'est pas qu'une affaire de majorité (les gouvernements qui se sont succédé ont, de ce point de vue, connu toutes les situations : du gouvernement de Monsieur TEMARU, soutenu par une très confortable majorité en 2009 et qui n'a tenu que 9 mois à celui de Monsieur TONG SANG porté au pouvoir par une très courte majorité fin novembre 2009, qui a tenu 16 mois pour, en bout de course, n'être plus soutenu que par une minorité d'élus) ;
- consacrée par la Constitution, la garantie de représentation de l'ensemble des populations, y compris des plus éloignées, doit pouvoir être conciliée avec l'intérêt général et ne pas permettre à une minorité d'élus de peser sur la vie démocratique bien au-delà du raisonnable, faisant et défaisant les majorités au gré de leurs intérêts ;
- chaque modification des règles institutionnelles qui prétend régler de sévères dysfonctionnements est susceptible d'en créer de nouveaux (les hommes ont d'inépuisables ressources d'adaptation aux règles qui prétendent corriger leurs comportements reprochables).

2.2 Serait-il adapté à la situation que le projet appellerait néanmoins quelques modifications :

Sur chacune des dispositions de la Loi que le projet propose de modifier, le CESC fait les observations et propositions suivantes :

S'agissant de la stabilité des institutions, il retient :

- qu'il y a débat sur la question de savoir s'il faut opter pour un mode de scrutin du type des régionales (circonscription unique et découpage en sections) ou pour le mode de scrutin proposé (il ne mesure pas bien les implications de chaque option et les contraintes qui pèsent sur elles) ;
- que la stabilité accordée au président de l'assemblée peut, à la faveur de dissensions entre les partis, conduire au blocage des institutions ;
- que la limitation à deux mandats du président et du vice-président, qui n'est pas un gage de stabilité, présente néanmoins l'avantage de favoriser le renouvellement des dirigeants ;
- que, dans l'exposé des motifs, cette règle fait référence à 10 ans, alors même que le mandat du président ne dure que ce que dure la majorité qui le soutient (dans la limite du mandat de l'assemblée : 5 années au plus) ;

- que la notion de « mandat » du vice-président (nommé et révoqué par le président) peut être regardée comme un abus de langage ;
- que le projet vise à réduire la représentation de la population à deux, voire trois partis (comme l'a confirmé Monsieur le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française, invité par la commission saisie pour avis).

S'agissant de la rationalisation des dépenses des institutions, il retient :

- que la réduction à 7 du nombre des ministres (plus le président et le vice-président), mesure qui peut paraître séduisante a priori, tend à réduire la portée même de l'autonomie consacrée par l'article 1^{er}, alinéa 3 de la Loi Organique statutaire (« La Polynésie française se gouverne librement... ») ;
- que, concernant le CESC, la réduction (de 51 à 43) du nombre de ses membres est excessive et l'objectif affiché de rationalisation des dépenses contesté : modeste (96 millions xpf en 2011), le budget de cette institution est bien maîtrisé (voir annexe).

S'agissant de la composition du CESC, il retient :

- que le projet d'assurer la représentation des archipels en tant que tels (une mauvaise alternative au conseil des archipels que l'on ne souhaite pas mettre en place) est contestable et qu'il y a contradiction entre l'exposé des motifs et l'écriture de la Loi : le premier prévoit un 4^{ème} collègue (des archipels), tandis que la Loi est muette sur ce point (ce qui n'est que logique puisqu'il revient à l'assemblée de Polynésie française d'arrêter, par délibération, la composition du CESC).

Il propose :

- que soit fixé, en vue de garantir une plus grande flexibilité dans la constitution des cabinets du gouvernement (incluant la présidence et la vice-présidence), un nombre maximum de collaborateurs plutôt qu'un effectif maximum de 15 par ministre, à charge pour le président de les répartir en fonction de l'étendue des portefeuilles ;
- que le nombre des conseillers au CESC soit maintenu à 51, dans sa composition socioéconomique actuelle (sans critère d'appartenance géographique), laquelle inclut déjà des représentants des archipels éloignés ;
- qu'à chaque fois qu'il y a lieu dans la Loi, « le plus jeune » soit préféré au « plus âgé ».

Il regrette :

- que la volonté de rationaliser les dépenses des institutions épargne l'assemblée de la Polynésie française (modération budgétaire : révision à la baisse du régime indemnitaire des élus, limitation du budget collaborateurs) ;
- que la question de la réduction des pouvoirs économiques du président ne soit pas abordée (pour lui préférer des décisions collégiales) ;
- qu'aucune conséquence ne soit tirée de l'imbroglio juridique actuel autour de l'adoption du budget (article 156-1 de la LO).

3- AVIS ET CONCLUSION

Le projet de Loi Organique sur lequel le CESC est appelé à se prononcer est peu susceptible de contribuer à l'amélioration du fonctionnement des institutions, puisque cela tient plus aux hommes qu'aux textes.

Ethique, probité, respect de la parole donnée, conception de projets auxquels on se tient et courage sont autant de vertus et de bonnes pratiques insuffisamment partagées que la Loi ne saurait imposer.

Le CESC émet donc un avis défavorable.

ANNEXES

Dix gouvernements se sont succédé depuis le 14 juin 2004

Le budget du CESC et son évolution de 2005 à 2011

Dix gouvernements se sont succédé depuis le 14 juin 2004 :

- Le 14 juin 2004, élection de Monsieur TEMARU, dont le gouvernement durera 4 mois ;
- Le 22 octobre 2004, élection de Monsieur FLOSSE, dont le gouvernement durera 4 mois ;
- Le 3 mars 2005, élection de Monsieur TEMARU, dont le gouvernement durera 22 mois ;
- Le 26 décembre 2006, élection de Monsieur TONG SANG, dont le gouvernement durera 8,5 mois ;
- Le 13 septembre 2007, élection de Monsieur TEMARU dont le gouvernement durera 5 mois ;
- Le 23 février 2008, élection de Monsieur FLOSSE dont le gouvernement durera 2 mois ;
- Le 15 avril 2008, élection de Monsieur TONG SANG dont le gouvernement durera 9,5 mois ;
- Le 10 février 2009, élection de Monsieur TEMARU dont le gouvernement durera 9 mois ;
- Le 24 novembre 2009, élection de Monsieur TONG SANG dont le gouvernement durera 16 mois ;
- Le 1^{er} avril 2011, élection de Monsieur TEMARU,...

Ont ainsi gouverné :

- Monsieur TEMARU (40 mois) ;
- Monsieur TONG SANG (34 mois) ;
- Monsieur FLOSSE (6 mois).

DOTATION DU CESC DE 2005-2011

<i>ANNEE</i>	<i>DOTATION</i>	
	<i>FONCTIONNEMENT</i>	<i>% PAR RAPPORT A LA DOTATION DE L'EXERCICE PRECEDENT</i>
2004		
2005	86 748 605	
2006	120 336 366	39%
2007	140 000 000	16%
2008	140 000 000	0%
2009	126 000 000	-10%
2010	107 100 000	-15%
2011	96 000 000	-10%

SCRUTIN

Nombre de votants 30
Ont voté pour..... 19
Ont voté contre 03
Se sont abstenus 08

ONT VOTE POUR

1 – Représentants des salariés

01	FREBAULT	Angélo
02	GALENON	Patrick
03	HELME	Calixte
04	MANUTAHU	Karl
05	PRATX-SCHOEN	Alice
06	PUTOA	Jean-Claude
07	TEMARII	Mahinui
08	TERIINOHORAI	Atonia
09	TIFFENAT	Lucie

2 – Représentants des entrepreneurs et des travailleurs indépendants

10	LAINÉ	Virginie
11	PERE	Richard
12	REY	Ethode
13	TAMA	Jean
14	TEREINO	Toni

3 – Représentants de la vie collective

15	ATIU	Lydie
16	CARILLO	Joël
17	OLDHAM	Roland
18	TAPATOA	Marguerite
19	TUOHE-POU	Stéphanie

ONT VOTE CONTRE

3 – Représentants de la vie collective

01	CERDINI	Michel
02	KAMIA	Henriette
03	RAOULX	Raymonde

SE SONT ABSTENUS

1 – Représentants des salariés

01	TEHAAMATAI	Hanny
02	YIENG KOW	Diana

2 – Représentants des entrepreneurs et des travailleurs indépendants

03	BILLON-TYRARD	Jacques
04	CHAUSSOY	Joseph
05	HAMBLIN-ELLACOTT	Terainui
06	WIART	Jean-François

3 – Représentants de la vie collective

07	LUCIANI	Pascal
08	NUI	Clément

Réunions tenues les :
29, 30 mars et 04, 05, 07, 11, 12 avril 2011
 par la commission « Économie » dont la composition suit :

MEMBRE DE DROIT

Madame RAOULX Raymonde, Présidente du CESC

BUREAU

- FREBAULT	Angélo	Président
- CARILLO	Joël	Vice-Président
- NUI	Clément	Secrétaire

RAPPORTEURS

- ADAMS	Tony
- HAMBLIN-ELLACOTT	Terainui
- TEHAAMATAI	Hanny (en remplacement de monsieur Tony ADAMS, empêché)

MEMBRES

- AUNOA	Miri
- BALDASSARI-BERNARD	Aline
- BILLON-TYRARD	Jacques
- CERDINI	Michel
- FOLITUU	Makalio
- FONG	Félix
- HAMBLIN	Heimana
- HELME	Calixte
- JAMET	Patrice
- KAMIA	Henriette
- LE MEHAUTÉ	Olivier
- MANUTAHU	Karl
- MATAOA	Georges
- PLEE	Christophe
- PRATX-SCHOEN	Alice
- PUTOA	Jean-Claude
- TANEPAU	Albertine
- TAPATOA	Marguerite
- TEFAAFANA-TAMARINO	Iaera
- TEMARII	Mahinui
- TEREINO	Toni
- TERIINOHORAI	Atonia
- TUOHE-POU	Stéphanie
- WIART	Jean-François
- YAN	Tu

MEMBRES AYANT EGALEMENT PARTICIPE AUX TRAVAUX

- PERE	Richard
- TAMA	Jean
- TEROROTUA	Ronald
-TIFFENAT	Lucie
- TIRAO	Aldo

SECRETARIAT GENERAL

- BONNETTE	Alexa	Secrétaire générale
- TEHEI	Miléna	Secrétaire générale adjointe
- LESCROEL	Gilbert-Louis	Conseiller technique
- MAAMAATUAI AHUTAPU	Ralph	Chargé de communication
- DEGAGE	Tatiana	Secrétaire de séance

LE CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL DE LA POLYNESIE FRANCAISE

La Présidente du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Le Président de la commission « Économie » et ses membres, remercient, pour leur contribution à l'élaboration du présent avis,

Particulièrement,

 **Au titre du Haut-Commissariat de la République en Polynésie française :**

- **Monsieur RICHARD Didier,**
Haut-Commissaire de la République en Polynésie française
- **Monsieur TRIQUET Stéphane,**
Chef du Pôle juridique de l'Etat

 **Au titre de l'Université de la Polynésie française :**

- **Monsieur MOYRAND Alain,**
Maître de conférences de Droit public à l'université de la Polynésie française